# Conférence de presse: point de la situation en Afghanistan (25.08.2021)

# Intervenants

* François Bausch, ministre de la Défense
* Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères et européennes
* Journalistes

# Langue

* Français

# Transcript

[Jean Asselborn]

Merci beaucoup... d'être venu ici ... pour apprendre quelle est la situation actuelle en Afghanistan. Je vais commencer avec des chiffres.

15 personnes ont atterri dans les avions belges à Bruxelles et sur les neuf personnes qui ont figuré sur nos listes, il y en a eu 7, 2 autres. Pour les deux autres, il y en a un qui a atterri en Hollande, l'autre en France.

S'y ajoute la famille de la juge. Donc quatre personnes et puis quatre personnes supplémentaires qui sont des amis de la famille.

Vous savez que pendant tout ce temps, le gouvernement a insisté sur l'intérêt de la famille avec les trois enfants. C'était notre principale priorité.

Cette famille était longuement à l'aéroport et a toujours été bloquée avec toutes les conséquences pour les enfants.

Maintenant on peut dire que nous avons mis à disposition un bus de l'ambassade.

Il faut, bon, le bus est sur place avec ... en présence d'un diplomate luxembourgeois et les gens vont donc être ramenés à Luxembourg.

Peut-être encore, si vous le voulez, ce qui est très important et François Bausch va aussi présenter son point de vue pour vous dire à quel point il était important d'avoir une excellente coopération à Kaboul et à Islamabad pour avoir une possibilité d'expatrier ou d'exfiltrer des gens avec la famille.

Le problème, ce n'était pas d'avoir des avions sur place et d'avoir suffisamment de places dans les avions, le problème c'était l'accès à l'aéroport qui n'était pas seulement extrêmement compliqué pour les personnes qui avaient un lien avec le Luxembourg, mais aussi pour toutes les autres nations. Petite parenthèse : dans ce contexte nous avons su une coopération internationale et nous sommes encore en train d'essayer de d'exfiltrer une famille où on nous a conseillé, mais là c'est très, très compliqué maintenant pour voir comment on pourra exfiltrer ces familles avec ces gens.

Avec l'aide des belges, nous avons réussi dans la nuit de lundi à mardi. On a dit à ces gens à 6h30, vous devez être à tel ou tel endroit à Kaboul. Nous allons venir avec un bus pour vous amener à l'aéroport.

Cela a fonctionné, mais une fois le bus était dans un endroit pendant trois heures avant que les gens aient pu rentrer. Alors nous avons pensé maintenant ça fonctionne. On nous a informé pour nous dire que les gens étaient en train de monter dans l'avion. C'était dans le courant de la matinée.

Mais il s'est avéré que des contrôles ont dû être effectués. Il faut le comprendre.

Les autorités belges doivent évidemment contrôler quelles sont les personnes qui rentrent. Nous avions notre liste avec d'autres personnes qui sont venues se rajouter. Je n'en ferai pas un reproche à personne, mais cela explique le retard et puis il y a eu la bonne nouvelle dans le courant de la soirée.

On nous a dit qu'ils étaient partis et ils sont partis donc vers Islamabad où ils ont pu atterrir hier soir.

Là, on nous a dit que les avions belges allaient les amener à Melsbroek et le deuxième avion aurait à bord des luxembourgeois.

Voilà pour les faits.

Mais ... François Bausch est d'accord avec moi : sans l'aide des belges et des hollandais, cela n'aurait pas été possible et il va nous expliquer de manière beaucoup plus technique tout cela.

Mais je voudrais profiter de l'occasion pour prendre position par rapport à l’Afghanistan en tant que ministre des Affaires étrangères.

La présence en Afghanistan a été décidée le 5 décembre 2001 avec l'accord de Petersberg et suite à cela, le 20 décembre 2001 on a pris une décision au conseil de sécurité à l'unanimité pour dire qu'on voulait stabiliser Kaboul.

C'était donc l'objectif et il faut savoir, si nous regardons la situation aujourd'hui, à l'époque l’Afghanistan était un terrain d'entraînement pour le terrorisme international et la situation dans ce pays était plus grave qu'au moyen âge. Les femmes et les filles n'avaient que des droits comme les animaux.

C'était extrêmement grave à l'époque et donc nous nous sommes engagés d'un côté pour combattre le terrorisme pour l'arrêter.

Cela explique la présence de l'OTAN parce qu'avec la diplomatie, on ne peut pas maîtriser le terrorisme.

Vous savez que plus de 4.000 soldats ont perdu leur vie en Afghanistan.

Le Luxembourg était toujours présent. Heureusement nous n'avons pas eu de victimes à déplorer, mais beaucoup d'autres pays européens ont eu des victimes à déplorer et nous avons dit que nous devions donner aux afghans la possibilité de défendre leur pays et comme 30.000 policiers et membres de l'armée ont été formés pour pouvoir combattre le terrorisme le Luxembourg a aussi participé à construire l'armée afghane et nous avons aussi fourni de l'aide humanitaire.

Plus de 50% de la population, peut-être beaucoup plus ont besoin d'aide humanitaire pour avoir suffisamment d'aliments et pour avoir suffisamment d'eau potable et le Luxembourg était évidemment impliquée dans l'aide européenne.

Nous étions solidaires sur tous les points et aujourd'hui il faut constater que le fonctionnement des écoles, des cliniques dépend à 75% de l'aide internationale.

75%.

Et dont une grande partie de l'Union européenne.

L'Afghanistan a eu une constitution extrêmement moderne en 2004, où on dit que tous les citoyens ont les mêmes obligations et les mêmes droits.

Donc tous les éléments étaient sur place pour pouvoir supposer qu'on pouvait stabiliser le pays.

Mais était-ce en vain, c'est la question qu'on a constamment posée. C'est une question importante.

Nous avons le nation building que les ministres de l'Union européenne ont eu des problèmes pour le Kosovo. Nous avons d'autres endroits où ce n'est pas facile.

Avec l’Afghanistan, nous n'avons peut-être pas de manière suffisamment intense pu coopérer avec la société civile et peut-être non plus dans le contexte économique pour obtenir une indépendance économique.

La question que les ministres européens des affaires étrangères doivent se poser, ...

Bon, en septembre le modèle du Nation building, comme nous le voyons, nous les européennes, nous nous sommes demandés, s'il est transposable à des pays qui ont une culture totalement différente.

Des traditions différentes. Est-ce possible ou non ?

Mais j'ajoute : l'alternative n'aurait pas pu être, bon, ne touchez pas l’Afghanistan. Non. Ce serait totalement faux. Imaginez qu'on aurait laissé faire qu'on aurait accepté que la situation des femmes et des filles se soit encore plus aggravé, plus qu'au moyen-âge.

Je pense que nous avons prolongé l'espérance de vie en Afghanistan de 20 ans et je pense que, néanmoins, nous avons beaucoup fait pour ... dans l'intérêt des femmes en général pour qu'elle ... pour qu'on ne leur impose plus une manière de vivre.

Maintenant, c'est évidemment un problème et c'est la politique étrangère européenne qui doit maintenant essayer de pouvoir arrêter ce contrecoup et de ne pas revenir à l'ancienne situation.

Pour terminer encore un mot.

La présidente du Conseil des droits de l'homme à Genève a dit que des témoins ont parlé d'exécutions publiques et a dit que les droits des femmes sont déjà très limités, qu'elles ne peuvent plus travailler, surtout les journalistes, les filles ne peuvent plus aller à l'école.

On est en train de recouper toutes ces informations et donc la communauté internationale doit réagir.

Le G7 ne suffit pas.

Le G7 a essayé de convaincre que les américains de rester plus longtemps.

Pour l'instant cela ne semble pas être le cas et d'un autre côté, les Talibans ont dit jusqu'à fin août et ce sera terminé.

Comment réagir ? Bon, il faut voir.

Il faut supposer que les américains vont maintenir leur décision au 31 août.

Est-ce que c'est bon ou mauvais ce que les américains ont fait ?

Bon, évidemment, ils ont apporté des améliorations.

Je ne pense pas que c'était l'objectif des américains des pays de l'OTAN de faire de l'interventionnisme américain ou international, mais ce pays n'a pas de pétrole, mais a énormément de richesses et pour cela je pense que, comme moi, je l'ai ressenti, qu'on voulait donc surtout stabiliser ce pays.

Maintenant ce que dit la Chine, à savoir que les américains, les anglais devraient être placés devant un tribunal, ce n'est pas positif et là on voit que si les grandes puissances, la Chine et l’Amérique s'affrontent, bon, sur un terrain, bon, ils s'affrontent aussi sur d'autres terrains et il vaut mieux coopérer et il faut donc essayer dans le cadre du G20 de tout faire pour que les droits de l'homme ne soient plus bafoués.

Le seul moyen qui existe, consiste dans le potentiel de l'aide au développement de l'Union européenne.

C'est notre seul moyen et j'espère que les gens vont comprendre.

Dernier point.

Pour ... toutes les personnes qui vont demander asile chez nous, nous avons un très fort quota de reconnaissance pour les afghans qui étaient beaucoup plus élevés qu'en France, en Belgique ou en Hollande.

Nous n'avons renvoyé personnes depuis 2015, pas une seule personne.

Si les gens sont retournés, ils ont pris eux mêmes cette décision et ceux qui veulent vivre à Luxembourg, des afghans, des irakiens, ils peuvent le faire évidemment.

Le problème, c'est qu'ils doivent trouver un emploi.

Mais, bon, il y a beaucoup d'endroits où c'est possible et cela vaut aussi pour les afghans qui n'ont pas obtenu le statut.

Pour l'instant, nous avons des refus, bon, vous savez que ... notre gouvernement et moi-même, nous avons des sensibilités pour trouver la bonne solution pour les afghans qui sont chez nous.

Vous savez que le barreau, les avocats, interviennent aussi.

Il faut savoir qu'en période normale, donc, non pas en période de crise, ... que les gens obtiennent une possibilité de venir à Luxembourg, mais ce n'est pas comme si le Luxembourg allait chercher des gens.

Bon, avec toutes les nationalités que nous avons et qui ont utilisé le regroupement familial, qui concerne un homme et une femme et leurs enfants et ce n'est pas extensible à 7 ou 8 nouveaux autres liens familiaux et nous avons évidemment les enfants minoritaires ou mineurs et souvent on emmène aussi des frères et des sœurs. Maintenant, il faut voir : nous aurons plus de 200 personnes.

Ce n'est pas un chiffre qui va ... Donc, c'est un chiffre qui va évoluer et nous ne sommes pas encore prêts.

François Bausch et moi-même, nous irons à la commission de la Chambre vendredi pour expliquer la situation.

Nous ne pouvons pas le faire d'un seul coup.

Il faut savoir comment la situation va se présenter en Afghanistan lorsque les talibans seront au gouvernement.

Voilà, je passe la parole à monsieur Bausch.

[François Bausch]

Je voudrais tout de suite enchaîner pour l'avant-dernier point cité par monsieur Asselborn, la coopération européenne est très importante et s'il s'en fallait encore d'une preuve au niveau de la défense et la sécurité, l’Europe ne représente quelque chose et ne peut faire quelque chose que si la solidarité européenne existe.

Je vais vous expliquer comment fonctionne cette structure pour vraiment souligner.

Bon, au cours des derniers jours, j'ai constaté dans ce qui a été écrit et raconté, j'ai constaté que on n'a toujours pas compris que le Luxembourg est impliqué dans une structure européenne, une structure belgo-luxembourgeoise pour les avions, mais au-delà avec des programmes européens, avec le "European Air Transport" qui regroupe sept pays : l’Allemagne, la France, l’Italie, l’Espagne, où on a relié des alliances européennes et donc cela ne fait aucun sens de nous demander constamment "où est notre A400M actuellement ? Est-ce qu'il ramène nos citoyens ou qu'est-ce que cet avion fait maintenant ?"

Parce que le A400M que le Luxembourg a co-financé qui porte effectivement le logo luxembourgeois, ben, ce n'est qu'une unité d'une structure globale qui est composé par la Belgique et le Luxembourg et qui en plus est intégré dans un concept européen et la personne ne se pose la question, si on prend une décision, s'il s'agit d'un avion luxembourgeois.

Non, ce n'est pas la défense luxembourgeoise où l'état-major du Herrenberg qui va demander dans quel hangar se trouve notre A400M pour l'envoyer quelque part.

Si nous avons besoin d'une telle unité, nous nous adressons à une structure et nous obtenons ce dont nous avons besoin, mais il se peut aussi qu'un avion belge intervienne avec le logo belge.

Ou qu'on décide, lorsqu'on doit transporter des avions qu'on utilise l'avion qui est disponible ou qui est plus approprié et si on raisonnait d'une telle manière, on n'aurait pas dû faire tout cet effort et alors on ne serait pas efficace.

Ici - bon, je vais vous donner des chiffres - avec le fait que les sept pays coopèrent, 10.000 personnes ont pu être rapatriés dans une semaine depuis Kaboul dans des conditions difficiles.

Ce n'était possible parce que cette structure existait et parce que nous avons agi dans un contexte européen.

C'est le meilleur exemple pour dire à quel point c'est important de continuer à investir dans cette structure pour mieux coordonnées tous ces travaux.

Imaginez que tous les pays aient agi indépendamment avec leurs propres avions, alors nous, les luxembourgeois, nous aurions rapidement été bloqués parce que c'est plus difficile, si les allemands font quelque chose et doivent demander aux français, ce qu'ils sont en train de faire. Ici nous avons pu exfiltrer 10.000 personnes parce qu'on n'a pas regardé quand des gens sont arrivés si ... et lorsque des avions étaient disponibles on n'a pas regardé, s'il s'agissait d'un avion allemand français ou luxembourgeois et, bon, on a tout simplement pris l'avion, on l'a utilisé.

Donc, 10.000 personnes, à côté de ce qui était important pour nous et ce que monsieur Asselborn a dit 10.000 personnes ont pu être exfiltrées grâce à cette structure.

Et maintenant, je parle de l'A400M qui porte notre avion qui s'est rendu sur place.

L'armée belge a décidé avec son matériel de se rendre rapidement sur place. Ils ont eu recours à un avion A400M et le nôtre était disponible, alors le matériel a pu être ramené à Islamabad et au retour.

La situation a changé chaque heure et on a demandé pourquoi est-ce qu'on ne peut pas expliquer ceci ou cela ? Bon, si on explique beaucoup, beaucoup de choses on raconte peut-être des choses qui ne sont pas correctes sur ce qui s'est passé sur place.

Mais pour les chargements, là il y a eu des changements constants et au départ nous l'avions dit dans un communiqué lundi que 33 personnes allaient revenir, mais en fin de compte, on a ramené du matériel. Et pourquoi ? Et bien, parce que le contrôle européen a décidé au dernier moment que d'autres avions étaient encore sur place avec des sièges pour passagers et ils ont donc décidé de changer et d'utiliser le A400M pour du matériel.

Ceci pour vous dire que cela n'a rien à voir avec une image de marque. Bon, Jean Asselborn et moi-même, au cours des derniers jours nous avons pensé à beaucoup de choses, mais pas à l'image de marque du pays. Nous étions en contact permanent et la situation a changé à tout moment et nous avons dit, bon, ce n'est pas nous deux qui prennent le téléphone pour dire : qu'est ce que vous avez sur place ? Qu'elles sont les passagers qui sont sur place ?

Il y a des gens qui sont sur place et les décisions sont prises sur place et c'est pour cette raison, bon, évidemment, la Défense luxembourgeoise était impliquée. C'est évident, mais c'est l'unité elle même qui a pris les décisions.

Ceci pour vous souligner ... bon pour qu'on comprenne la situation.

Donc nous avons pu exfiltrer 10.000 personnes et la situation a donc bien fonctionné.

Encore un mot sur l'A400M. Pourquoi est-ce que cet avion n'est pas allé à Kaboul ?

Les A400M, aussi l'avion belge, il y en a trois, ils ne sont pas non plus volés à Kaboul parce que ils n'ont pas encore l'équipement technique nécessaire et, bon, en fait, il y a d'autres avions qui ont pu circuler.

Les deux pilotes luxembourgeois, je dois leur dire un grand merci. Ils étaient très engagés et les autorités belges nous ont félicités : dans une conférence de presse, ils ont dit trois fois merci aussi pour l'engagement des pilotes qui ont assuré de nombreux vols et ce n'est pas un hasard que dans le vol qui a ramené les luxembourgeois et il était piloté par un pilote luxembourgeois.

Ils ont fait un excellent travail. Nous leur devons un grand Merci.

Là, le A400M, bon, ne peut pas circuler n'importe comment.

Vous savez qu'il y a de grandes procédures de certification pour les avions et pour les pilotes et vous pouvez vous imaginer que pour des véhicules ou des avions militaires, c'est encore plus compliqué.

Souvent, on me demande qu'est-ce que cet avion fait chez nous.

Il est souvent en utilisation : pour des entraînements, mais aussi dans ce cas-ci, pour une intervention efficace.

Ce type d'avion est très peu au sol, soit, et il doit faire des heures de vol, mais, bon, maintenant les anciennes machines avec lesquels nous avons pu circuler entre Kaboul et Islamabad vont- être remplacé finalement par les A400M et en fin de compte la coordination a été très bonne et nous a permis d'obtenir le résultat que nous avons obtenu et, évidemment, de mon côté aussi un grand Merci à la Belgique et on m'a aussi posé la question - nous avons maintenant deux personnes qui ont été envoyés sur place - est-ce que vous les envoyés sur place parce que vous ne faites pas confiance aux belges ? Non, pas du tout.

Nous voulions nous donner tous les moyens pour faire preuve de solidarité avec la Belgique.

Nous avons fort bien fonctionné ensemble. Les deux personnes sont encore sur place.

Un des fonctionnaires de monsieur Asselborn et aussi un représentant de l'armée - ils sont maintenant à Islamabad. Ils ne vont plus aller à Kaboul. Ils vont assurer la coordination à Islamabad et vont revenir avec les belges demain ou après demain et donc ils n'iront plus à Kaboul parce qu'ils sont surtout impliqués dans la coordination belge.

Et nous avons toujours beaucoup de gens qui arrivent.

Voilà de mon côté. Pour terminer ...

Donc la situation était difficile et grâce à une bonne coopération que nous avons aussi eue entre nous et aussi avec les collègues européens, nous avons pu obtenir ce résultat.

[Journaliste]

Une question à l'adresse de monsieur Asselborn.

Vous avez ... sur notre antenne, vous avez dit que vous vouliez aussi emmener des personnes qui avaient travaillé pour l'Union européenne au pour l'OTAN.

Qu'en est-il ?

J'ai encore une question par rapport au 15 personnes dont vous avez parlé. Je n'ai pas tout compris.

[Jean Asselborn]

Moi non plus. Bon.

[Journaliste]

Donc est-ce que vous pouvez préciser ? Et puis j'ai encore une question sur le statut des personnes déboutées à Luxembourg, pour demander l'asile, quit à ce que ce soit difficile de les amener ici parce qu'ils n'ont pas le statut et puis, vous l'avez dit, les parents et beaucoup de personnes qui demandent de ramener leurs parents dans le regroupement familial. Quelle est votre position ?

[Jean Asselborn]

Et bien, tout d'abord, je ne sais pas si je dois encore une fois rappeler les chiffres : les 9 personnes qui figuraient sur nos listes sont toutes revenues. Il y avait 7 dans l'avion qui a atterri à Melsbroek et il y en a une qui a atterri en Hollande, une autre en France.

S'y ajoute la famille de la juge et nous avons une association de juges européens et monsieur Schockweiler a dit que le Luxembourg peut accueillir cette dame.

D'autres pays vont s'occuper d'autres juges et nous l'avons accueillie avec ses deux enfants et avec son époux.

Donc il y en a 5 et puis il y a 4 personnes où ... bon, il faut voir lorsqu'ils vont arriver, ce sont des gens qui étaient dans l'entourage de la famille avec les enfants.

Votre première question : effectivement, pour cette famille - ce sont donc six personnes de l'Union européenne qui ont atterri en Espagne, mais qui vont venir ici.

Ce sont donc ... C'est l'Union européenne qui a permis à ces gens d'atterrir à Luxembourg.

Elles sont arrivées à Luxembourg après avoir atterri en Espagne.

Et puis, pour le statut - permettez-moi, bon, de vous dire que nous avons eu un échange au gouvernement - nous allons tous faire notre possible pour que les personnes de nationalité afghane qui sont à Luxembourg puissent se sentir en sécurité. Mais je dois dire aussi que nous ne pouvons pas accueillir toutes les familles complètement à Luxemnourg. Nous ne pouvons pas les accueillir ... Nous devons rester dans le cadre du regroupement familial et si des parents arrivent, bon, je pense que nous allons trouver une solution et puis je dois dire, je n'étais peut-être pas assez clair pour le regroupement familial, aussi pour les refus, il faudrait qu'on ait une solution européenne. Ce n'est pas possible que nous construisons un système où tout ceux qui ont obtenu un refus en Europe pourraient venir à Luxembourg pour demander le statut. Là aussi, cela devrait être une décision européenne et à mes yeux c'est lamentable, si des pays de l'Union européenne refusent d'accueillir et l'Union européenne ne réussit pas de dire pour 450 millions de personnes : nous pourrions donc accueillir surtout des femmes et des filles.

Et évidemment, nous devons trouver une solution européenne.

L'ambiance au niveau de l'Union européenne pour la politique humanitaire a une tendance vers le bas et là, cela me rend un peu triste. Voilà.

[Journaliste]

Une question à l'adresse du ministre des Affaires étrangères.

Dans une longue intervention vous avez interrompu une phrase là aussi il était question du regroupement familial. Vous avez dit en période normale, ces gens doivent payer eux mêmes leur voyage. Est-ce que cela veut dire que le Luxembourg ...

[Jean Asselborn]

Bon, pour le financement - bon, cela n'a rien à voir avec le Luxembourg - on nous demande s'il y a des enfants ici que leurs parents puissent venir à Luxembourg. Nous devons donner une autorisation et établir un visa.

Autrefois, bon, aussi par exemple des gens sont allés en Turquie ou d'autres ...

Bon, nous donnons seulement une autorisation pour venir à Luxembourg et pour obtenir ensuite un visa pour raisons familiales, mais nous ne pouvons pas assumer tous les frais des voyages.

Ce n'est pas le cas jusqu'ici et si les Talibans sont en place et ce que je n'espère pas, bon, déjà maintenant ils ont fait de la propagande pour que personne ne quitte plus le pays.

Donc ce n'est pas la question financière qui va entraîner un échec.

Bon, la même chose vaut et je me suis aussi engagé pour des gens qui ont ramené toute une communauté.

Bon, le grand problème que je vois, c'est comment nous allons réussir à exfiltrer ces gens depuis l'Afghanistan et puis assurer par la suite le regroupement familial.

[Journaliste]

Mais j'ai constaté qu'en Europe les promesses d'aide humanitaire ... Madame Van der Leyen, par exemple, ... a parlé d'un budget de 200 millions. On dit qu'un demi milliard serait maintenant investi et je me demande si on a trouvé un consensus dans l'Union européenne pour de tels montants parce que, bon, nous pourrions ...

[Jean Asselborn]

Bon, écoutez, c'est une idée. Ce que ... Ce qui s'impose, c'est que nous devons tout faire pour que l'aide humanitaire fonctionne en Afghanistan.

Cela ne fonctionne pas avec des médias, mais cela fonctionne si nous avons des gens sur place qui peuvent aider.

C'est aussi, bon, les pays voisins peuvent aussi donner une aide, mais ce n'est pas le fond du problème. Le fond du problème c'est savoir ce que nous allons faire en Afghanistan et si nous accordons de l'aide humanitaire, nous le faisons, il faut savoir ce qu'on peut faire pour que l'aide humanitaire ne se retrouve pas entre les mauvaises mains et aussi longtemps que les ONG, bon, nous avons un contrat avec des ONG, aussi longtemps que les ONG sont présentes et dans la phase actuelle il ne faut pas trop chercher ce qui ne fonctionne pas, mais augmenter de l'aide humanitaire et j'espère que les Talibans vont comprendre le fond du problème.

[Journaliste]

Le Premier ministre a parlé du moment du retrait des troupes d'Afghanistan ... Il a dit que à son avis ...

[Jean Asselborn]

Donc, le moment des départs internationaux depuis l’Afghanistan ...

Bon, c'est difficile à expliquer. Vous savez qu’avant monsieur Biden, Monsieur Trump était en place et il a négocié entre un de ses diplomates qui était d'origine afghan et qui a négocié avec les Talibans.

Le ... Bon, en 2019, j'étais sur place.

Le président de l’Afghanistan était scandalisé, mais bon, en mai - on a décidé qu'en mai les américains allaient partir.

Mais le deuxième point : lorsque le président Biden était en place il a dit aux ministres des Affaires étrangères : qu'est-ce que vous pensez de l’Afghanistan ?

La plupart d'entre nous ont dit que nous comprenons après 20 ans qu'il faut mettre un terme à cette intervention, mais qu'il fallait faire attention à ce que le pays ne se retrouve pas entre les mains des Talibans.

C'était le résultat des discussions internationales.

Maintenant, et je ne suis pas l'avocat des américains, mais la question ne s'est même pas posée actuellement et si les américains étaient restés, on avait demandé si les européens étaient aussi prêts à mettre à disposition des armés ou des délégations militaires et donc ... ni les français, ni les belges, ni un autre pays n'ont pu vraiment s'exprimer. Il faut faire très attention.

C'est une question non seulement de la politique américaine.

C'est une question de solidarité internationale.

Les américains ont perdu 400.000 soldats et nous nous en sommes relativement bien tirés.

Nous n'avons pas eu de victime à déplorer, mais d'un autre côté il faut savoir qu'après, bon, c'était la guerre la plus longue menée par les américains et les européens n'étaient pas prêts à s'impliquer davantage sur le plan militaire en Afghanistan.

[François Bausch]

Malheureusement, je ne puis que confirmer ce qui a été dit et je dois dire que pour ce que j'ai vécu du côté allemand, ils étaient encore le plus prêt à rester sur place. Madame Kramp-Karrenbauer était très inquiète.

Bon, il y a eu de nombreuses discussions et personne ne voulait vraiment assumer de la responsabilité au départ des américains.

Bon, nous ne pouvons plus revenir sur ce que l'administration de monsieur Trump a décidé avec une énorme naïveté pour négocier avec les Talibans et Donald Trump a signé et il a sans doute aussi promis aux Talibans de se retirer, mais il faut être vraiment naïf pour croire dans ce que racontent les Talibans.

Mais ce sont les faits auxquels nous sommes confrontés.

[Journaliste]

S'ils devaient encore y avoir un luxembourgeois qui se manifeste en Afghanistan pour être exfiltré, quelles seraient vos possibilités ? Ou quelles seraient ses possibilités pour revenir au Luxembourg ?

[Jean Asselborn]

Donc, nous avons encore deux familles qu'on nous a dit qu'il y a un lien avec le Luxembourg et les belges et les hollandais nous on dit ce matin que c'est extrêmement difficile.

Nous avons pu exfiltré "notre famille" - entre parenthèses - au dernier moment et c'était vraiment la dernière tentative qui a dû fonctionner et je puis m'imaginer qu'il y a, bon, des gens qui ont essayé trois fois ou quatre fois de rallier un endroit à pied et, évidemment, c'était un risque pour eux pour trouver le bus et ils devaient rester dans le bus, ils ont dû y réfléchir à plusieurs reprises et, bon, c'est une bonne question. C'était ... Bon, il ne faut pas avoir une pensée trop luxembourgeoise. Il y a peut-être aussi des non-luxembourgeois qui ont énormément de problèmes.

Et, bon, pour les autres, nous allons faire des efforts et si nous voyons qu'il y a encore des possibilités nous allons en profiter.

Pour tous les européens qui sont sur le terrain, nous avons aussi beaucoup discuté avec les anglais, avec les espagnols et le problème que nous avons eu, c'était, bon, il y a une famille avec trois enfants et nous avons dû tout faire pour les exfiltrer. Maintenant, il y a une autre qualité. Nous ne devons pas relâcher et, bon, ... et il y a des gens qui sont actuellement ... qui sont à Munshausen, qui ont demandé d'obtenir le statut du regroupement familial.

[François Bausch]

Monsieur Asselborn et moi-même, jusqu'au mois d'octobre, nous auront de nombreuses réunions avec des Conseils internationaux et tous les pays seront impliqués et vont participer.

[Jean Asselborn]

Nous souhaitons en tout cas que la solidarité joue un rôle, mais je dois vous faire une remarque : je dois me rendre à Bonn.

Je suis encore prêt à rester, si vous avez encore des questions importantes.

[François Bausch]

Bon, moi, j'ai un peu plus de temps.

Donc posez vos questions à l'adresse de monsieur Asselborn tout de suite.

[Journaliste]

Si monsieur Asselborn ... indique que la tendance diminue pour accueillir des réfugiés à Luxembourg, quelles sont les capacités à Luxembourg et combien de personnes est-ce que le Luxembourg peut accueillir ?

[Jean Asselborn]

Les capacités d'accueil ne diminuent pas. Dans 2015, ces capacités n'ont pas existé dans différents pays européens.

À Luxembourg, nous faisons tout notre possible et si nous n'avons plus de capacité, nous en créons dans la mesure du possible. Nous ne parlons pas de chiffres.

Vous savez que nous avons un grand problème dans nos foyers où il y a beaucoup de gens qui ont le statut.

50% qui pourraient donc mener une vie normale, mais qui n'ont pas les moyens comme un luxembourgeois normal, qui n'ont pas encore de travail, qui ne trouvent pas de logement et parfois on leur rend la vie difficile sur le marché privé du travail.

Mais nous allons continuer comme par le passé et nous ferons de notre mieux.

[Journaliste]

Une ONG luxembourgeoise, la Caritas, était active en Afghanistan et pour les personnes qui ont travaillé pour la Caritas, qu'est-ce qu'on va faire ?

[Jean Asselborn]

Là, vous devez poser la question au ministère de la Coopération.

Pour toutes les personnes, bon, je ne sais pas s'il y avait un membre de la Caritas qui est impliqué, mais c'est la Coopération qui devra vous le dire.

[Journalist]

Et puis, on dit qu'on était un peu surpris par la prise du pouvoir des Talibans. Comment est-ce que vous voyez cette situation ?

[Jean Asselborn]

Et bien, moi, ... surtout en Allemagne, on était de cet avis. Moi, je ne connais pas la situation du service de renseignement américain et allemand, mais je pense qu'ils avaient procéder à une mauvaise appréciation de la situation.

C'est relativement ... C'était improbable que le pays tombe rapidement entre mains des Talibans.

Donc ce n'est pas vraiment un exploit que ces services de renseignement ont fait.

[Journaliste]

Une question : il y a un de nos contacts, ici au Luxembourg, afghan, qui nous a indiqué, alors évidemment, je mets des guillemets, il nous a expliqué qu'il y avait une descente de talibans dans son village après un article paru dans nos colonnes. Est-ce que vous avez  des informations sur d'éventuels relais que pourraient avoir les talibans en Europe? Je sais pas - au Luxembourg, n'importe où dans ...

[Jean Asselborn]

Une descente dans un village luxembourgeois ?

[Journaliste]

Non, dans un village en Afghanistan. Son village d'origine en fait.

[Jean Asselborn]

Oui, mais je vous ai dit que ... En luxembourgeois ? Bon. Je regrette ... mais le protocole est ce qu'il est.

Bon, je n'aime pas le dire, mais c'est un peu comme ... Bon, on ne peut pas négocier avec un protocole.

Maintenant ce que je voulais dire ...

J'ai perdu le fil, Voilà.

Ce qu'on sait, c'est que madame Bachelet au Conseil des droits de l'homme à Genève a dit qu'il y a des témoignages qui s'entrecoupent pour dire que dans différents villages en Afghanistan, il y a eu des exécutions sommaires et que les femmes doivent rester à leur domicile, ne peuvent plus aller travailler et qu'il y a d'autres discriminations.

Les filles ne peuvent plus aller à l'école. Voilà, les faits qui sont déjà enregistrés et qui sont vrais, sans doute, et pour cette raison madame Bachelet a convoqué le Conseil, mais le Conseil des droits de l'homme c'est une machine qui tourne et qui tourne avec un résultat non satisfaisant.

C'est le cas aussi ici.

[Journaliste]

Carole Schimmer.

Vous avez parlé du statut pour les personnes qui sont à Luxembourg qui ont écopé d'un refus. Est-ce qu'ils doivent demander une nouvelle procédure ou pour ceux qui sont encore dans la procédure, est-ce que c'est annulé en raison de la nouvelle situation ?

[Jean Asselborn]

Eh bien, nous sommes en train de réfléchir pour savoir comment nous allons faire.

Je le dis encore une fois : refus ou non refus - Nous essayons d'offrir aux Afghans au Luxembourg la plus grande sécurité possible.

[Journaliste]

Ils doivent avoir une possibilité peut être aussi d'aller travailler. Cela n'est pas possible sans statut.

[Jean Asselborn]

Si. Il y a beaucoup ... Bon on mélange un peu tout. Encore une fois : le statut de la protection internationale donne des droits de nature sociale, par exemple, pour obtenir le REVIS.

Mais ne pas obtenir le statut, cela fait peut-être que qu'on n'a pas le droit de quitter le pays dans une certaine période ou si un afghan vit à Luxembourg, il ne peut pas être obligé de quitter le Luxembourg et de retourner en Afghanistan et il y a beaucoup de gens qui essayent évidemment de faire leur vie à Luxembourg. Nous ne renvoyons personne en Afghanistan.

[Journaliste]

Je ne l'ai pas dit, mais avoir une sécurité cela ne suffit pas pour vivre.

[Jean Asselborn]

Je vous ai dit : il faudra faire une analyse et puis ... Excusez-moi.

Bon, je pensais que je devais éternuer.

Et donc il faut voir au cas par cas. Puis nous allons prendre une décision.

Nous avons un chiffre qu'on peut gérer et il faut bien réfléchir et puis on va voir avec les collègues au gouvernement.

La première chose que nous allons faire pour toutes les personnes impliquées, nous sommes déjà en train de réfléchir ce qu'on peut faire.

[Journalist]

Merci beaucoup.

[Journaliste]

Encore une question par rapport à la Syrie où beaucoup de gens sont partis.

C'était une catastrophe humanitaire. Est-ce que vous ne pensez pas que c'est un peu la même chose ici ? Comment peut-on profiter de l'expérience en Syrie pour gérer cette situation ?

[Jean Asselborn]

Eh bien, c'est ce que nous essayons de faire en Europe et il faut maintenant trouver une solution globale pour que tous les pays acceptent des quotas de réfugiés et il ne faut pas que des pays commencent à dire maintenant nous allons renvoyer les gens, comme c'était le cas en Allemagne ou dans d'autres pays.

Entre la Turquie et l’Iran on a construit des murs importants et il faut vraiment essayer d'éviter la situation comme en 2015 et essayer de donner une possibilité légale pour conclure les procédures. Bon, nous sommes dans une Europe dans laquelle nous sommes.

Je regrette, mais vraiment, j'ai pris un engagement et j'ai tout donné de mon possible.

J'ai tout dit ce que j'avais à dire.

[Journaliste]

David Marques pour "Le Quotidien".

Sauf erreur de ma part, combien de personnes étaient sur place en Afghanistan pour travailler pour l'armée luxembourgeoise qui avait demandé peut-être aussi d'être exfiltré.

[François Bausch]

Et bien, on nous pose souvent la question et nous sommes dans la même situation que d'autres nations, l'armée luxembourgeoise était longuement engagée et il faut voir quels étaient des tâches que nous avons remplies.

Dans le nord, nous avons été responsables de la communication.

Nous avons mis des capacités à disposition pour ...

Donc nous n'avons vraiment pas eu de besoin parce que nous n'avons pas travaillé sur le terrain avec des personnes locales et donc pour nous c'était beaucoup plus simple quand on a décidé, quand il était clair que les exfiltrations allaient commencer, c'était beaucoup plus facile pour nous. Nos soldats sont revenus depuis longtemps et c'était aussi la raison.

Bon, la semaine passée, lundi, nous avons appris au ministère des Affaires étrangères et nous-même qu'il y avait encore des luxembourgeois en place.

La semaine d'avant, nous étions certains qu'il n'y avait plus personne sur place parce que notre personnel était revenu depuis longtemps, donc c'était surprenant pour nous et je dirais que, bon, dans le contexte des ONG, là, le ministère de la Coopération va voir aussi, si les ONG n'avaient pas des personnes sur place. Nous avons quand même des possibilités pour aider, mais pour ce qui est de notre armée, il n'y avait pas de coopérateurs sur place.

[Journaliste]

Monsieur Bausch, on a dit que 30.000 personnes ont été formées pendant toutes ces années, donc des soldats. Est-ce qu'ils sont aussi en danger ? Qu'est-ce qui va se passer avec ces gens avec leur matériel ?

[François Bausch]

Oui, nous avons des informations. Tout l'appareil de sécurité s'est écroulé.

En fait, nulle part il n'y a eu de véritables combats.

Ce que nous savons, c'est qu'une partie des soldats se sont retirés vers le nord et sont en train de former une opposition. Le nord n'est pas encore contrôlé par les Talibans.

L'ancien ministre des affaires étrangères s'y trouve aussi, aussi le fils de l'ancien président.

Bon, je n'ai pas d'autres informations Ils essaient de ne pas être visibles en tant qu'anciens collaborateurs de l'ancien régime.

Et évidemment leur matériel a été récupéré par les Talibans. On dit aussi que les talibans vont obtenir des hélicoptères modernes.

Bon, évidemment, il y a du matériel moderne, mais encore faut-il pouvoir les utiliser.

C'est très compliqué d'utiliser ce matériel. Je sais à quel point c'est compliqué.

Bon, il y a aussi beaucoup de munition qui est tombé entre les mains des Talibans, c'est évident.

Merci beaucoup.